



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Assemblée nationale

Question au Gouvernement n° 2234

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Bernard Derosier.

M. Bernard Derosier. Monsieur le Premier ministre, deux de mes collègues viennent de vous interroger et vous n'avez pas répondu. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Hier, à cette même place, le président du groupe socialiste... Écoutez-moi monsieur le Premier ministre, au lieu de vous agiter à votre banc. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Monsieur Derosier, je vous en prie.

M. Bernard Derosier. Monsieur le Premier ministre, hier à cette même place, c'était le président du groupe socialiste, Laurent Fabius, ancien Premier ministre, qui vous interrogeait. Vous n'avez pas répondu. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Depuis bientôt deux ans, vous ne répondez pas aux questions que vous posent les députés socialistes. Quelques exemples.

En matière de politique étrangère, domaine pour lequel vous êtes parfaitement habilité pour répondre, le 18 décembre dernier M. Paul Quilès vous pose une question. Vous n'y répondez pas !

Plusieurs députés du groupe du RPR. La question !

M. Bernard Derosier. Vous avez adopté la même attitude à propos de multiples questions qui vous ont été posées sur l'emploi. Cela a encore été le cas aujourd'hui. Et vous dites faire de l'emploi votre priorité !

Je pourrais aussi évoquer les nombreuses questions qui vous ont été posées sur l'entreprise Thomson - à propos de laquelle vous avez d'ailleurs du reculer. Vous n'avez jamais répondu. (Protestations et quelques claquements de pupitre sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Patrick Ollier. La question !

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie, tenez-vous. Laissez M. Derosier terminer.

M. Bernard Derosier. De même, monsieur le Premier ministre, s'agissant du différend qui opposait deux de vos ministres, M. Debré et M. Toubon, à propos du refus d'obéissance du directeur de la police judiciaire, vous n'avez pas répondu (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Jean-Michel Ferrand. N'avez-vous pas de question à poser ?

M. Bernard Derosier. Selon vos conseillers vous faites des efforts pour améliorer votre image. Apparemment, vous ne réussissez pas à le faire auprès des socialistes et de l'opposition.

M. Alain Marsaud. La question !

M. Bernard Derosier. Monsieur le Premier ministre, je ne veux pas croire que c'est par mépris.

Ma question est très simple. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) Les députés socialistes et les millions de personnes qu'ils représentent dans ce pays (« Les milliers ! » sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement

pour la République) n'ont-ils pas droit une seule fois à une réponse de votre part ? Si tel est le cas, pourquoi ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales. (Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur le président, vous avez eu parfaitement raison de me donner la parole ! J'ai répondu avec la plus grande objectivité possible aux deux questions précédentes qui m'étaient posées ! Je fais partie d'une équipe gouvernementale ! J'ai en charge ce dossier, et j'estime, monsieur le président (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste),...

M. le président. Un peu de calme, mes chers collègues !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. ... que vous avez bien fait de me redonner la parole pour confirmer mes propos antérieurs ! Je persiste et signe ! (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Bernard Derosier.

M. Bernard Derosier. Monsieur le Premier ministre, deux de mes collègues viennent de vous interroger et vous n'avez pas répondu. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Hier, à cette même place, le président du groupe socialiste... Écoutez-moi monsieur le Premier ministre, au lieu de vous agiter à votre banc. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Monsieur Derosier, je vous en prie.

M. Bernard Derosier. Monsieur le Premier ministre, hier à cette même place, c'était le président du groupe socialiste, Laurent Fabius, ancien Premier ministre, qui vous interrogeait. Vous n'avez pas répondu. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Depuis bientôt deux ans, vous ne répondez pas aux questions que vous posent les députés socialistes. Quelques exemples.

En matière de politique étrangère, domaine pour lequel vous êtes parfaitement habilité pour répondre, le 18 décembre dernier M. Paul Quilès vous pose une question. Vous n'y répondez pas !

Plusieurs députés du groupe du RPR. La question !

M. Bernard Derosier. Vous avez adopté la même attitude à propos de multiples questions qui vous ont été posées sur l'emploi. Cela a encore été le cas aujourd'hui. Et vous dites faire de l'emploi votre priorité !

Je pourrais aussi évoquer les nombreuses questions qui vous ont été posées sur l'entreprise Thomson - à propos de laquelle vous avez d'ailleurs du reculer. Vous n'avez jamais répondu. (Protestations et quelques claquements de pupitre sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Patrick Ollier. La question !

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie, tenez-vous. Laissez M. Derosier terminer.

M. Bernard Derosier. De même, monsieur le Premier ministre, s'agissant du différend qui opposait deux de vos ministres, M. Debré et M. Toubon, à propos du refus d'obéissance du directeur de la police judiciaire, vous n'avez pas répondu (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Jean-Michel Ferrand. N'avez-vous pas de question à poser ?

M. Bernard Derosier. Selon vos conseillers vous faites des efforts pour améliorer votre image. Apparemment, vous ne réussissez pas à le faire auprès des socialistes et de l'opposition.

M. Alain Marsaud. La question !

M. Bernard Derosier. Monsieur le Premier ministre, je ne veux pas croire que c'est par mépris.

Ma question est tres simple. («Ah !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Les deputes socialistes et les millions de personnes qu'ils representent dans ce pays («Les milliers !» sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique) n'ont-ils pas droit une seule fois a une reponse de votre part ? Si tel est le cas, pourquoi ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre du travail et des affaires sociales. (Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur le president, vous avez eu parfaitement raison de me donner la parole ! J'ai repondu avec la plus grande objectivite possible aux deux questions precedentes qui m'etaient posees ! Je fais partie d'une equipe gouvernementale ! J'ai en charge ce dossier, et j'estime, monsieur le president (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste),...

M. le president. Un peu de calme, mes chers collegues !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. ... que vous avez bien fait de me redonner la parole pour confirmer mes propos anterieurs ! Je persiste et signe ! (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Données clés

Auteur : [M. Derosier Bernard](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2234

Rubrique : Parlement

Ministère interrogé : travail et affaires sociales

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 février 1997, page 1123

Réponse publiée le : 20 février 1997, page 1123

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 février 1997